Niveau(x) d'enseignement: 8 Numéro EDUQ : 8470681
Centre d'intérêt: 160

Bisson, Michel.

Effort gouvernemental en matière d'enseignement supérieur et dépenses des universités 1972-73 à 1976-77 / Michel Bisson, Blaise Pouliot. -- Québec : Direction générale de l'enseignement supérieur, Service études et information, 1977.
xii, 51 p. ; 28 cm.

Descripteur(s): *Financement *Subvention gouvernementale *Enseignement universitaire *Gestion financière *Budget *Dépenses *Universitaire (Niveau)

Constituant une mise à jour d'un document précédent, ce rapport analyse l'effort financier gouvernemental en regard de l'enseignement supérieur, plus particulièrement dans le domaine des subventions de fonctionnement. La période étudiée s'étend de 1972-1973 à 1976-1977. Le document se divise en trois parties. La première étudie l'évolution de l'effort budgétaire déployé au cours des cinq dernières années en matière d'enseignement supérieur, en regard de celui consenti à d'autres secteurs de la société québécoise. Les deux autres sections sont consacrées, d'une part, à l'analyse des subventions et, d'autre part, à l'étude des dépenses des universités pour lesquelles le gouvernement verse des subventions de fonctionnement.

Pour fins d'analyse et de comparaison avec le budget de l'enseignement supérieur, on a retenu douze secteurs ou programmes identifiés dans le système de budget par programme du gouvernement du Québec; ce choix correspond à des crédits qui représentent en 1976-1977 plus de sept milliards de dollars, soit 70% du budget global du Québec. Les subventions sont analysées en les considérant en dollars constants et en les divisant par étudiant équivalent à temps complet.

L'analyse des crédits budgétaires montre que le gouvernement a maintenu, au cours de la période étudiée, la part occupée par l'enseignement supérieur à l'intérieur du budget total du Québec à 5%. L'analyse des subventions de fonctionnement révèle, par ailleurs, que les subventions accordées aux universités québécoises ont connu une hausse de 15,5%. Enfin, les dépenses des universités ont augmenté de 8,08% en termes réels.

Type de document: s

LB00 8470681

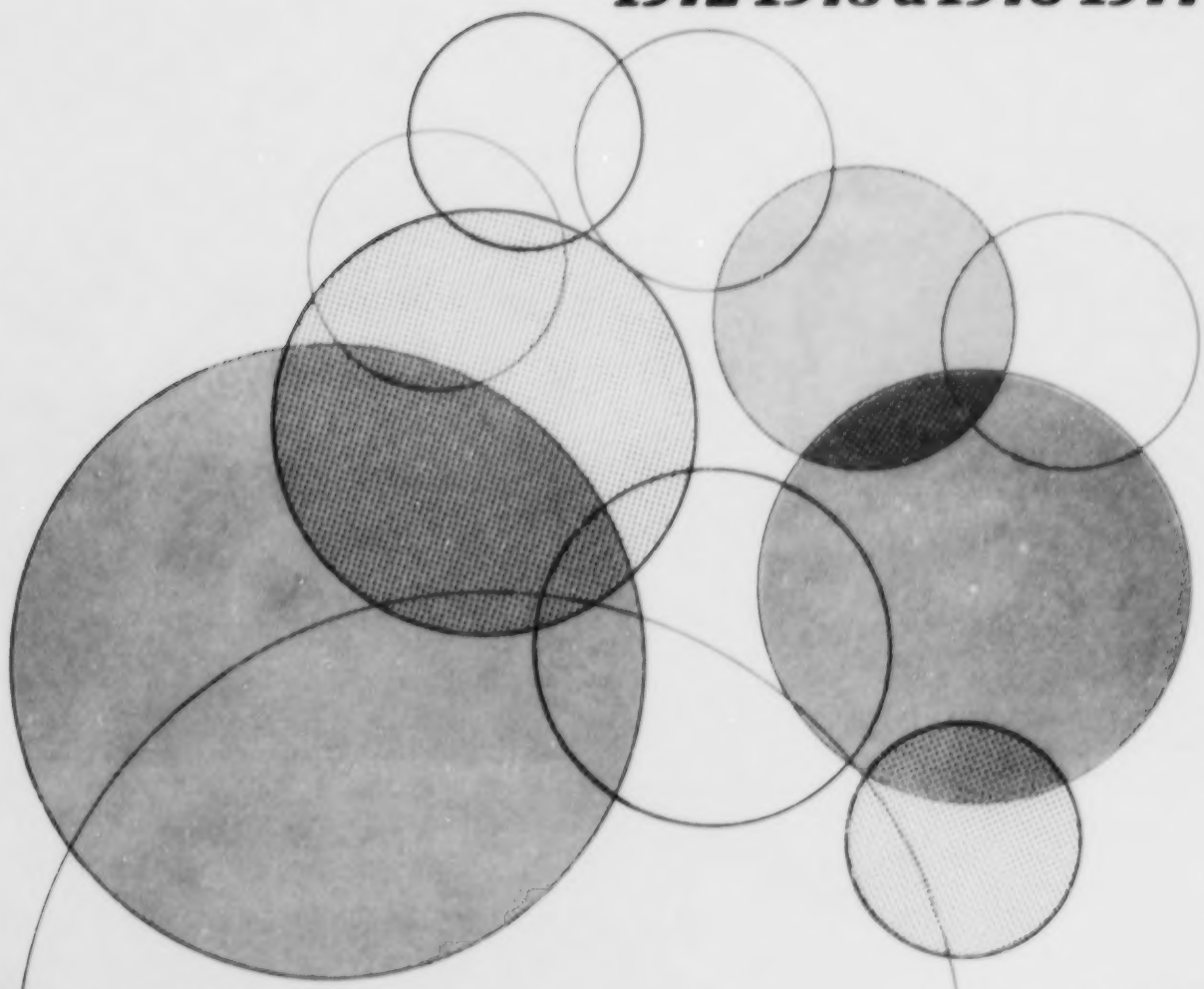
14

I.G.

R Agotte

Effort gouvernemental en matière d'enseignement supérieur

et dépenses des universités 1972-1973 à 1976-1977



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale de l'Enseignement supérieur

Août 1977

77-7983/77-08

EDUQ 8470681

EFFORT GOUVERNEMENTAL EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DEPENSES DES UNIVERSITES 1972-73 A 1976-77

Direction générale de l'enseignement supérieur
Service études et information
Québec, août 1977

Michel Bisson
Blaise Pouliot

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux v

Avant-propos ix

Introduction xi

1. Crédits budgétaires 3
   1.1 Données 4
      1.1.1 Crédits budgétaires 4
      1.1.2 Indices de prix 4
      1.1.3 Etudiants équivalents temps complet (E.E.T.C.) 5
   1.2 Enseignement supérieur en regard des autres secteurs choisis 5
      1.2.1 La variation annuelle en dollars constants par secteur 5
      1.2.2 La part occupée par secteur 10
      1.2.3 Les crédits de l'enseignement supérieur par e.e.t.c. 11
      1.2.4 La répartition des crédits de l'enseignement supérieur par élément de programme 11
   1.3 Remarques générales 14

2. Subventions de fonctionnement 17
   2.1 Méthodologie 18
   2.2 Subventions réelles par e.e.t.c. 19
   2.3 Remarques générales 30

Table des matières (suite)

3.	Dépenses considérées	33
	3.1 Données	33
	3.1.1 Dépenses considérées	33
	3.1.2 Indice des prix	34
	3.2 La part des dépenses considérées	34
	3.3 Dépenses considérées par e.e.t.c.	34
	3.4 Remarques générales	42
4.	Conclusion	45
ANNEXE A		47
ANNEXE B		51

LISTE DES TABLEAUX

Crédits budgétaires

1.1 Etudiants équivalents temps complet pour les années 1972-73 à 1976-77. 6

1.2 Crédits votés en dollars courants de 1972-73 à 1976-77. 7

1.3 Crédits votés en dollars constants de 1972-73 à 1976-77. 8

1.4 Variation en pourcentage des crédits votés en dollars constants de 1972-73 à 1976-77. 9

1.5 Part occupée par chacun des secteurs à l'intérieur des crédits votés de 1972-73 à 1976-77. 12

1.6 Crédits de l'enseignement supérieur par e.e.t.c. 13

1.7 Crédits votés pour l'enseignement supérieur par élément de programme de 1972-73 à 1976-77. 15

1.8 La part des éléments de programme sur le budget de l'enseignement supérieur de 1972-73 à 1976-77. 16

Liste des tableaux (suite)

Subventions de fonctionnement

2.1 Subventions de fonctionnement par université de 1972-73 à 1976-77 en milliers de dollars courants 20

2.2 Subventions de fonctionnement versées en l'année t et imputables à l'année $t-i$ par université de 1972-73 à 1976-77. 21

2.3 Subventions de fonctionnement versées en l'année t et imputables à l'année $t+i$ par université de 1972-73 à 1976-77. 22

2.4 Subventions de fonctionnement versées ou à verser en l'année $t+i$ et imputables à l'année t par université de 1972-73 à 1976-77. 23

2.5 Subventions de fonctionnement versées en l'année $t-i$ et imputables à l'année t par université de 1972-73 à 1976-77. 24

2.6 Subventions de fonctionnement réelles par université de 1972-73 à 1976-77 en milliers de dollars constants. 25

2.7 Subventions réelles versées à chaque université en dollars constants par e.e.t.c de 1972-73 à 1976-77. 26

Liste des tableaux (suite)

Dépenses considérées

3.1 Dépenses considérées en $'000 dollars courants de 1972-73 à 1976-77. 35

3.2 La part des dépenses considérées occupée par chaque université de 1972-73 à 1976-77. 36

3.3 Moyenne des dépenses considérées en dollars courants par e.e.t.c. de 1972-73 à 1976-77. 38

3.4 Dépenses considérées en dollars constants par e.e.t.c. de 1972-73 à 1976-77. 39

3.5 Variation en pourcentage des dépenses considérées par e.e.t.c. en dollars constants de 1972-73 à 1976-77. 40

AVANT-PROPOS

Le Service études et information présente, pour la deuxième fois, une analyse de l'effort financier gouvernemental en regard de l'enseignement supérieur, et plus particulièrement dans le domaine des subventions de fonctionnement.

Cette deuxième édition a bénéficié de l'expérience de la première, ainsi que des observations qu'on nous a communiquées son sujet. Par exemple, on a élagué plusieurs considérations qui dépassaient pour certaines le cadre strict d'une telle analyse. De plus, on a ajouté plusieurs explications quant au comportement particulier de certains établissements universitaires, sans lesquels un lecteur peu averti pourrait avoir tendance à tenir des conclusions un peu hâtives.

Nous remercions la direction et le personnel du Service des affaires financières, à la D.G.E.S.. Sans leur collaboration patiente et soutenue, il n'aurait pas été possible de produire une telle analyse.

Cette analyse a été préparée par messieurs Michel Bisson et Blaise Pouliot, du Service études et information.

Jean-Paul Baillargeon
Directeur
Service études et information

Québec, août 1977

INTRODUCTION

Suite à la réception de données plus complètes et à l'obtention d'informations supplémentaires qui n'étaient pas disponibles à l'époque de la première parution en mai 1976, nous pensons qu'une nouvelle rédaction du document intitulé "Effort gouvernemental en matière d'enseignement supérieur et dépenses des universités 1971-72 à 1975-76" pourrait s'avérer très utile aux personnes qui s'intéressent de près ou de loin au fonctionnement du réseau universitaire québécois.

La période étudiée s'étend maintenant de 1972-73 à 1976-77.* Les points analysés demeurent les mêmes, sauf que l'approche utilisée pour l'analyse des subventions et des dépenses diffère légèrement de celle employée dans le précédent document.

L'absence de règles strictes entre les universités et le gouvernement nous autorise à penser que les méthodes de comptabilisation des revenus et des dépenses peuvent varier d'une institution à l'autre et fausser ainsi la comparaison chronologique du mouvement des subventions et des dépenses. Aussi nous préférons cette fois les analyser distinctement.

Le document se divise en trois parties. Dans la première partie, nous allons étudier l'évolution de l'effort budgétaire déployé au cours des cinq dernières années en matière d'enseignement supérieur en regard de celui consenti à d'autres secteurs de la société qué-

---

* Pour l'année 1976-77, les données sont provisoires.

bécoise. Les deux autres sections sont consacrées d'une part à l'analyse des subventions et d'autre part à l'étude des dépenses considérées des universités.

EFFORT GOUVERNEMENTAL
EN MATIERE
D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DEPENSES DES UNIVERSITES
1972-73 A 1976-77

1. Crédits budgétaires

Pour fins d'analyse et de comparaison avec le budget de l'enseignement supérieur, nous avons retenu douze (12) secteurs ou programmes identifiés au système de budget par programme du gouvernement du Québec. Notre choix correspond a des crédits qui représentent en 1976-77 plus de sept (7) milliards de dollars soit environ 70% du budget global voté par l'Assemblée Nationale. Certains secteurs n'ont en termes de crédits qu'une importance limitée, mais leur présence permet une meilleure approche comparative tout en fournissant un éventail assez représentatif de l'effort consenti par le gouvernement à tous les secteurs de l'économie.

Nous débuterons l'étude de ces crédits budgétaires avec la variation annuelle en dollars constants par secteur de 1972-73 à 1976-77. De cette façon, on pourra constater si ces secteurs et particulièrement l'enseignement supérieur ont connu au cours de cette période une stabilité, une croissance ou une baisse dans les crédits qui leur ont été accordés. Nous mesurerons leur importance en établissant la part que chacun des secteurs occupe à l'intérieur du budget total.

Par la suite, nous examinerons les montants d'argent consacrés à l'enseignement supérieur par étudiant équivalent temps complet (e.e.t.c.). Avant d'aborder les commentaires d'ordre général, nous ferons une brève analyse de l'évolution des éléments contenus à l'intérieur du programme d'enseignement supérieur. On vérifiera si au cours des dernières années, le gouvernement a modifié sa répartition des ressources mises à la disposition de l'enseignement supérieur.

1.1 Données

1.1.1 Crédits budgétaires

Toutes les données requises pour cette analyse sont contenues dans le cahier des crédits budgétaires de 1973-74 à 1977-78. Il comprend les prévisions de dépenses pour l'année en cours, mais aussi tous les crédits qui ont été votés par l'Assemblée Nationale l'année précédente.

Depuis 1973-74, il existe la budgétatisation par programme. Cela permet de garder l'homogénéité dans les années, les secteurs et les programmes. Cependant, il faut mentionner que les programmes et certains de leurs éléments ont été modifiés au niveau du secteur éducation pour l'année 1977-78. Les données réelles, de 1976-77, contenues à l'intérieur du livre des crédits budgétaires de 1977-78 ont donc besoin d'être réaménagées afin de maintenir l'homogénéité avec les données des années antérieures. Les modifications apportées apparaissent à l'annexe "A".

1.1.2 Indice des prix

L'indice choisi est celui des prix à la consommation de la région de Montréal 1971=100. Nous avons fait la moyenne arithmétique des indices mensuels pour respecter l'exercice financier du gouvernement, soit avril à mars de chaque année.

Année	Indice des prix à la consommation Montréal (1971=100) (avril à mars)
1972-73	104,96
1973-74	113,41
1974-75	126,45
1975-76	139,22
1976-77	148,16

1.1.3 Etudiants équivalents temps complet (e.e.t.c)

Le calcul des étudiants équivalents temps complet a été fait par le Service des affaires financières de la Direction générale de l'Enseignement supérieur. (Voir Tableau 1.1)

1.2 Enseignement supérieur en regard des autres secteurs choisis

1.2.1 Variation annuelle en dollars constants

Les données recueillies montrent que les douze secteurs représentent en 1972-73 des crédits de l'ordre de $3 509 877,6 et qui atteignent $7 626 785,8 en 1976-77, soit une augmentation de 117 % pour les cinq dernières années. (Tableau 1.2)

Tableau 1.1

Etudiants équivalents temps complet[1] pour les années 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Bishop's	688	837	886	977	1 032
Concordia	17 099	16 050	14 973	15 026	14 309
H.E.C.	1 928	2 150	2 224	2 463	4 997[2]
Laval	12 594	14 724	16 015	17 640	19 080
Mc Gill	15 952	17 078	16 810	17 923	18 181
Montréal	14 815	16 184	17 477	19 247	20 215
Poly	1 737	1 805	1 973	2 387	2 646
Québec	14 911	15 084	16 537	18 494	21 180
Sherbrooke	5 348	5 609	5 796	6 394	7 519
Ensemble des Universités	85 072	89 521	92 691	100 551	109 159

1) La population étudiante a été obtenue par le rapport Masse des droits de scolarité par discipline/taux des droits des temps plein par discipline. Cette population comprend les étudiants en rédaction de thèse et les internes et résidents. Elle comprend également les étudiants inscrits à des programmes spéciaux (PPMEP, PPMF, PERMANA et PDEL) calculée sur la base du crédit.

2) Comprend 2 431 e.e.t.c. inscrits au certificat en sciences administratives.

Source: D.G.E.S. - S.A.F.

Tableau 1.2

Crédits votés en dollars courants de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Agriculture	89 264,5	115 655,0	177 593,4	203 302,5	214 503,3
Forêts	30 086,5	33 303,6	59 168,2	66 653,0	69 907,2
Transports terrestres	472 818,6	543 742,8	730 539,1	853 501,9	883 130,6
Rec. de la santé	924 459,1	1 027 472,3	1 321 318,5	1 619 672,2	1 817 662,5
Reg. de comp. de rev.	449 547,9	479 873,1	580 026,6	683 824,8	801 449,9
Ens. élé. et second.	823 415,5	929 958,0	1 165 952,8	1 444 882,1	2 052 413,4
Ens. collégial	179 985,0	219 813,2	284 417,7	353 895,1	421 597,3
Ens. supérieur	236 079,4	268 000,6	348 561,0	470 825,4	524 860,9
Loisirs et récréation	18 692,2	25 196,8	55 487,8	113 500,5	88 762,1
Gestion municipale	199 431,0	269 342,2	341 806,4	448 250,5	505 454,5
Sécurité publique	72 681,1	88 837,3	113 173,7	133 016,8	179 744,9
Habitation	13 416,8	25 333,4	68 142,2	70 460,9	67 294,2
Total des 12 secteurs	3 509 877,6	4 027 078,3	5 246 187,4	6 461 785,7	7 626 785,8
Québec	4 656 910,9	5 402 707,4	7 247 249,4	9 000 038,7	10 596 504,4

Source: Livre des crédits budgétaires de 1973-74 à 1977-78.

Tableau 1.3

Crédits votés en dollars constants[1] de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Agriculture	85 042,2	101 979,5	140 445,5	146 029,6	144 778,1
Forêts	28 664,7	29 365,7	46 791,7	47 876,0	47 183,6
Transports terrestres	450 475,0	479 448,7	577 729,6	613 059,8	596 065,5
Rec. de la santé	880 772,8	905 980,3	1 044 933,6	1 163 390,5	1 226 824,0
Reg. de comp. de rev.	428 304,0	423 131,2	458 700,4	491 182,8	540 935,4
Ens. élé. et second.	784 504,1	819 996,5	922 066,3	1 037 840,9	1 385 271,6
Ens. collégial	171 479,6	193 821,7	224 925,0	254 198,5	284 555,4
Ens. supérieur	224 923,2	236 311,3	275 651,3	338 188,1	354 252,7
Loisirs et récréation	17 808,9	22 217,4	43 881,2	81 526,0	59 909,6
Gestion municipale	190 006,7	237 494,2	270 309,5	321 972,7	341 154,5
Sécurité publique	69 246,5	78 332,8	89 500,7	95 544,3	121 318,1
Habitation	12 782,8	22 337,9	53 888,6	50 611,2	45 419,9
Total des 12 secteurs	3 344 010,5	3 550 417,2	4 148 823,4	4 641 420,4	5 147 668,4
Québec	4 436 843,5	4 763 872,2	5 731 316,3	6 464 616,2	7 152 068,3

(1) Indice des prix à la consommation de la région de Montréal 1971=100.

Tableau 1.4

Variation en pourcentage des crédits votés en dollars constants de 1972-73 à 1976-77

	1973-74/'72-73	1974-75/'73-74	1975-76/'74-75	1976-77/'75-76	1976-77/'72-73
Agriculture	19,92	37,72	3,98	-0,86	70,24
Forêts	2,45	59,34	2,32	-1,45	64,61
Transports terrestres	6,43	20,50	6,12	-2,77	32,32
Rec. de la santé	2,86	15,34	11,34	5,45	39,29
Reg. de comp. de rev.	-1,21	8,41	7,08	10,13	26,30
Ens. élé. et second.	4,52	12,45	12,56	33,48	76,58
Ens. collégial	13,03	16,05	13,01	11,94	65,94
Ens. supérieur	5,06	16,65	22,69	4,75	57,50
Loisirs et récréation	24,75	97,51	85,17	-26,51	236,40
Gestion municipale	24,99	13,82	19,11	5,96	79,55
Sécurité publique	13,12	14,26	6,75	26,98	75,20
Habitation	74,75	141,24	-6,08	-10,26	255,32
Total des 12 secteurs	6,17	16,85	11,87	10,91	53,94
Québec	7,37	20,31	12,79	10,63	61,20

Source: Construit à partir du tableau 1.3

L'enseignement supérieur enregistre pour la même période une hausse de 122%. Exprimés en dollars constants, les montants votés sont de $3 414 010,5 en 1972-73 et de $5 147 668,4 en 1976-77. Cela représente une hausse de 53% en termes réels. L'enseignement supérieur connaît une augmentation de 57% en dollars constants.

Les années 1973-74 et 1974-75 sont celles où un nombre important de secteurs connaissent une croissance assez élevée en termes réels. On peut citer le secteur de l'habitation où l'on découvre des hausses de 74% et 141%. Les douze secteurs ont une augmentation de 6,17% en 1973-74 et 16,85% en 1974-75. Pour la même période, l'enseignement supérieur connaît une hausse en dollars constants de 5,00% et 16,65%. Le budget de Québec croît à un rythme de 7,37% et 20,31%.

Les secteurs ne maintiennent pas tous leur croissance pour les années 1975-76 et 1976-77. Il y a un ralentissement assez marqué dans le rythme d'augmentation des crédits accordés à la plupart des secteurs. On assiste à des baisses en termes réels particulièrement en 1976-77. Les douze secteurs connaissent une croissance en dollars constants de 11,87% en 1975-76 et 10,91% en 1976-77 pendant que les crédits de l'enseignement supérieur augmentent de 22,69% et 4,75%. L'augmentation particulièrement forte du budget de l'enseignement supérieur en 1975-76 s'explique en majeure partie par l'octroi de bonis de vie chère aux universités. La croissance du budget pour cette période est de 12,79% et 10,63%.

1.2.2 La part occupée par chaque secteur

La part occupée par le secteur de l'enseignement supérieur à l'intérieur du budget total du Québec demeure, au cours de la période observée, plutôt stable; elle se maintient à environ 5%. Au

contraire, celle occupée par l'ensemble des douze secteurs choisis enregistre, de 1972-73 à 1976-77, une baisse continue. Elle passe de 75,36% à 71,97% (Tableau 1.5)

Cette diminution s'explique par les baisses continues que connaissent depuis 1972-73 les secteurs les plus importants, soit les transports terrestres, le recouvrement de la santé, le régime de compensation du revenu, l'enseignement élémentaire et secondaire. Cette situation a permis à d'autres secteurs de moindre importance, en termes de crédits accordés, d'accroître leur part à l'intérieur du budget total du Québec.

1.2.3 Crédits de l'enseignement supérieur par e.e.t.c.

L'Assemblée Nationale a accordé, en 1976-77, des crédits de l'ordre $4 800 per capita. Depuis cinq ans, on a voté en moyenne $3 873 pour chaque e.e.t.c.. On remarque en 1976-77 un ralentissement de la croissance des crédits par e.e.t.c.. La baisse n'est que de 2,69% en dollars courants; ce qui se traduit par une hausse de 3,51% en termes réels. Le gouvernement a accru son effort d'une façon notable en 1973-74 et 1974-75 puisque les augmentations réelles ont été respectivement de 12,65% et 13,08%. (Tableau 1.6)

1.2.4 Répartition des crédits de l'enseignement supérieur par élément de programme

La nouvelle structure de programme en 1977-78 amène des modifications au programme enseignement universitaire. De nouveaux éléments apparaissent et remplacent les précédents. Il a fallu réaménager l'enseignement universitaire en fonction de cette nouvelle structure pour les années 1973-74, 1974-75, 1975-76. Tous ces changements apparaissent aux annexes "A" et "B".

Tableau 1.5

Part occupée par chacun des secteurs à l'intérieur des crédits votés de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1972-73 à 1976-77
Agriculture	1,92	2,14	2,45	2,26	2,02	2,17
Forêts	0,65	0,62	0,82	0,74	0,66	0,70
Transports terrestres	10,15	10,06	10,08	9,48	8,33	9,52
Rec. de la santé	19,85	19,02	18,23	18,00	17,15	18,29
Reg. de comp. de rev.	9,65	8,88	8,00	7,60	7,56	8,20
Ens. élé. et second.	17,68	17,21	16,09	16,05	19,37	17,34
Ens. collégial	3,86	4,07	3,92	3,93	3,98	3,95
Ens. supérieur	5,07	4,96	4,81	5,23	4,95	5,01
Loisirs et récréation	0,40	0,47	0,77	1,26	0,84	0,79
Gestion municipale	4,28	4,99	4,72	4,98	4,77	4,77
Sécurité publique	1,56	1,64	1,56	1,48	1,70	1,59
Habitation	0,29	0,47	0,94	0,78	0,64	0,65
Total des 12 secteurs	75,36	74,53	72,39	71,79	71,97	72,98

Source: Construit à partir du Tableau 1.2

Tableau 1.6

Crédits de l'enseignement supérieur par e.e.t.c.

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1972-73 à 1976-77
Crédits en $'000 courants	236 079,4	268 000,6	348 561,0	470 825,4	524 860,9	
Variation en % des crédits en $'000 courants		*13,52*	*30,06*	*35,07*	*11,47*	*122,33 %*
Crédits en $'000 constants	224 923,2	236 311,3	275 651,3	338 188,1	354 252,7	
Variation en % des crédits en $'000 constants		*5,06*	*16,65*	*22,69*	*4,75*	*57,50 %*
E.E.T.C.	85 072	89 521	92 691	100 551	109 159	
Variation en % E.E.T.C.		*5,23*	*3,54*	*8,48*	*8,56*	*28,31 %*
Crédits par E.E.T.C. en $'000 courants	2 775	2 994	3 760	4 682	4 808	$ 3 873
Variation en % des crédits par E.E.T.C. en $'000 courants		*7,89*	*25,58*	*24,52*	*2,69*	
Crédits par E.E.T.C. en $'000 constants	2 644	2 640	2 974	3 363	3 245	$ 3 051
Variation en % des crédits par E.E.T.C. en $'000 constants		*-0,15*	*12,66*	*13,08*	*-3,51*	

Source: Les Livres des crédits budgétaires de 1973-74 à 1977-78
E.E.T.C.: Service des affaires financières, D.G.E.S.
Indice des prix à la consommation de la région de Montréal 1971=100 (Avril à mars)

Certains éléments du programme tels l'enseignement et la recherche, le soutien à l'enseignement et le Conseil des universités, ont maintenu leur part relative à l'intérieur de l'enveloppe de l'enseignement supérieur. D'autres éléments comme l'aide financière aux étudiants, l'administration du programme ont vu leur part diminuer pour les cinq dernières années.

Les programmes particuliers d'enseignement et de recherche doivent être interprétés avec réserv de même que le service de la dette. Les données recueillies pour les programmes particuliers d'enseignement et de recherche sont obtenues sur la base de l'exercice financier des universités. Il a fallu reconvertir ces données selon l'année budgétaire du gouvernement. Le service de la dette ne comprend plus l'investissement à partir de 1975-76. Ce dernier apparaît comme un nouvel élément à l'intérieur du programme enseignement supérieur. Ceci explique la diminution de la part du service de la dette en 1975-76 à l'intérieur du budget de l'enseignement supérieur. (Tableau 1.8)

1.3 Remarques générales

La part de l'enseignement supérieur à l'intérieur du budget du Québec est demeurée stable de 1972-73 à 1976-77. Elle s'établit aux environs de 5%. Durant la même période, celles de secteurs plus importants en termes de crédits votés, tels les transports terrestres, le recouvrement de la santé, le régime de compensation du revenu, l'enseignement élémentaire et secondaire, diminuaient d'année en année.

Le budget de l'enseignement supérieur a toujours crû en termes réels. La croissance a été de 57,50% depuis les cinq dernières années, tandis que celui des douze secteurs choisis a augmenté de 53,94%. L'ensemble des crédits totaux ont connu pour la même période une hausse en dollars constants de 61,20%.

Tableau 1.7

Crédits votés pour l'enseignement supérieur par éléments de Programme de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Enseignement et recherche	-	137 054,0	178 756,7	236 092,5	267 881,0
Soutien à l'enseignement	-	78 342,0	102 899,4	137 998,6	151 082,5
Progr. part. d'ens. et de recherche	-	7 792,0[1]	16 822,0	26 674,0	28 346,0
Aide financière aux étudiants	-	23 234,3	22 892,9	32 062,5	35 712,3
Service de la dette[2]	17 700,0	20 000,0	23 970,6	23 970,6	33 170,6
Adm. du programme	1 539,2	1 275,9	1 816,9	1 783,1	1 492,1
Investissements[3]	-	-	-	8 100,0	6 598,0
Conseil des Universités	280,0	302,4	387,3	509,2	578,4
Total	236 079,4[4]	268 000,6	348 561,0	470 825,4	524 860,9

(1) Ce nombre est sous-estimé (Voir Annexe B).

(2) Il comprend les intérêts payés par le gouvernement sur les émissions d'obligations des universités a titre d'investissements.

(3) 90% de ce montant est constitué de subventions du gouvernement fédéral. Le reste provient de l'aide directe du ministère de l'éducation qui ne nécessite de financement via les émissions d'obligations.

(4) 216 560,2 ne peuvent être identifiés.

Source: Livres des crédits budgétaires de 1973-74 à 1977-78. Les éléments de programme ont été réaménagés par le Service études et information à la D.G.E.S. (Voir annexes).

Tableau 1.8

La part des éléments de programme sur le budget voté à l'enseignement supérieur de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Enseignement et recherche	-	51,14	51,28	50,14	51,04
Soutien à l'enseignement	-	29,23	29,52	29,31	28,79
Progr. part d'ens. et de recherche	-	2,91	4,83	5,67	5,40
Aide financière aux étudiants	-	8,67	6,57	6,81	6,80
Service de la dette	7,50	7,46	6,88	5,09	6,32
Adm. du programme	0,65	0,48	0,52	0,38	0,28
Investissements	-	-	-	1,72	1,26
Conseil des Universités	0,12	0,11	0,11	0,11	0,11

2. Subventions de fonctionnement

Cette section est consacrée à l'analyse de l'évolution de la partie la plus importante des ressources financières que le gouvernement du Québec a mises à la disposition des établissements universitaires québécois au cours des cinq dernières années, soit les subventions de fonctionnement. Notre intérêt réside tout particulièrement dans l'étude du mouvement des subventions par e.e.t.c. entre 1972-73 et 1976-77.

Si on prend les subventions de fonctionnement totales[1] telles que présentées dans les Cahiers de Financement du Québec et qu'après les avoir mises en dollars constants, on les divise par étudiants équivalents à temps complet, on pourra se rendre compte que l'aide gouvernementale accordée via les subventions de fonctionnement semble connaître un mouvement plutôt irrégulier. C'est ainsi qu'au total elles varient, entre 1972-73 et 1976-77, de -3%, +7%, -1% et +29%.

Cependant, si on regarde de près la partie des subventions octroyées à des fins particulières, on note que le gouvernement verse à chaque année des sommes qui s'adressent à des années antérieures ou ultérieures. Cette procédure pourrait sans doute expliquer l'irrégularité observée au niveau des subventions de fonctionnement.

Pour avoir un portrait plus exact de l'évolution réelle des subventions de fonctionnement, il nous faut donc au préalable prendre la précaution de replacer les subventions dans les années où elles sont imputables.

---

(1) La subvention totale comprend les sommes versées pour les opérations générales et celles allouées pour les opérations particulières.

La méthode utilisée pour identifier les subventions réellement accordées, est la suivante.

2.1 Méthodologie

On prend, de 1972-73 à 1976-77, la subvention versée en l'année t auquelle on soustrait les subventions attribuables aux années antérieures ou postérieures en y ajoutant les subventions versées à d'autres années, mais applicables en t. Pour mettre en dollars constants, on divise par l'indice de prix correspondant à l'année où les subventions sont versées. Mathématiquement, la méthode suivie s'exprime ainsi:

$$SR_t = \frac{S_t - [SA_t + SU_t]}{P_t} + \frac{S_{t+i}}{P_{t+i}} + \frac{S_{t-i}}{P_{t-i}}$$

$i = 1, \ldots, n$

t = 1972-73, ... , 1976-77

SR_t = Subventions réelles accordées pour l'année t.

S_t = Subventions versées en l'année t.

SA_t = Subventions versées en l'année t et applicables en l'année $t-i$.

SU_t = Subventions versées en l'année t et applicables en l'année $t+i$.

S_{t+i} = Subventions versées en l'année $t+i$ et applicables en l'année t.

S_{t-i} = Subventions versées en l'année $t-i$ et applicables en l'année t.

P = Indice de prix.

On retrouvera à l'intérieur des tableaux 2.1 à 2.6, les calculs qui nous ont permis d'obtenir les subventions réelles totales versées aux différentes universités au cours des années 1972-73 à 1976-77.

L'indice de prix, dont on s'est servi, a été obtenu à partir de la moyenne arithmétique de l'indice mensuel des prix à la consommation de la région de Montréal avec comme année de base 1971=100. Ce calcul s'est avéré nécessaire, puisque l'année financière des univertés, qui s'étend du 1er juin au 31 mai, ne correspond pas à l'indice annuel tel que fourni par Statistique Canada.

Indice de prix à la consommation du
1er juin au 31 mai, Montréal
1971 = 100

1972-73 = 105,87
1973-74 = 115,43
1974-75 = 128,52
1975-76 = 140,97
1976-77 = 150,10
1977-78 = 160,61*

2.2 Subventions réelles par e.e.t.c.

Les données contenues à l'intérieur du tableau 2.7 représentent le montant des subventions réellement accordées par e.e.t.c. en dollars constants pour chaque établissement universitaire au cours des années 1972-73 à 1976-77.

---

* Augmentation prévue de 7%.

Tableau 2.1

Subventions de fonctionnement par université de 1972-73 à 1976-77 en milliers de dollars courants

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77 (1)
Bishop's	1 700	1 817	2 209	2 795	4 034
Concordia	19 512	22 171	27 629,36	35 331	46 047
H.E.C.	3 068	3 285	4 168	5 038	8 909
Laval	41 470	46 618	56 993,39	66 172,45	101 298,55
Mc Gill	39 704	42 198	51 117,46	61 519	80 816
Montréal	44 964	50 624	62 535,115	71 884,55	106 527,45
Poly.	6 465	7 340	8 790	10 197	16 844
Québec	43 294	48 343	60 735	70 183	120 311
Sherbrooke	15 940	18 628	22 416	27 639	40 613
Ensemble des Universités	216 117	241 024	296 593,325	350 759	525 400

(1) Données provisoires

Source: Cahiers de Financement du Québec, S.A.F., D.G.E.S.

Tableau 2.2

Subventions de fonctionnement versées en l'année t et imputables à l'année $t-i$ par université de 1972-73 à 1976-77

$'000

Universités	1972-73	$t-i$	1973-74	$t-i$	1974-75	$t-i$	1975-76	$t-i$	1976-77	$t-i$
Bishop's	18	71-72	-		57	3-4	26	3-4	480	5-6
							233	4-5	28	$t-n$ [4]
Concordia	260	71-72	42	1-2	363	3-4	341	3-4	5 699	5-6
			12	2-3			2 829	4-5	468	$t-n$
H.E.C.	97	70-71	9	2-3	80	3-4	318	4-5	1 222	5-6
	72	71-72							38	$t-n$
	52	69-70								
Laval	50	70-71	167	1-2	1 333	3-4	4 583	4-5	14 403,55	5-6
	1 930	71-72	149	2-3	125	2-3			502	$t-n$
Mc Gill	143	70-71	213	1-2	1 415	3-4	4 526	4-5	8 135	5-6
	1 737	71-72	94	2-3	239	2-3				
	135	69-70							535	$t-n$
Montréal	1 360	71-72	82	1-2	1 677	3-4	559	2-3	14 922,45	5-6
			119	2-3	204	2-3	845	3-4	55	4-5
							5 666	4-5	846	$t-n$
Poly.	1	70-71	174	2-3	204	3-4	773	4-5	2 418	5-6
	25	71-72							92	$t-n$
Québec	907	71-72	27	2-3	1 169	3-4	605	3-4	22 614	5-6
							4 906	4-5	686	$t-n$
Sherbrooke	509	71-72	3	2-3	519	3-4	17	3-4	4 538	5-6
					27	2-3	2 967	4-5	405	$t-n$
Ensemble des Universités	291	70-71	504	1-2	595	2-3	559	2-3	74 432	5-6
	6 818	71-72	587	2-3	6 817	3-4	1 834	3-4	55	4-5
	187	69-70					26 801	4-5	3 600	$t-n$

[4] Sommes versées en 1976-77 (t) et imputables à des années antérieures non identifiées (n).

Tableau 2.3

Subventions de fonctionnement versées en l'année t et imputables à l'année $t+i$ par université de 1972-73 à 1976-77

$'000

Universités \ t	1972-73	$t+i$	1973-74	$t+i$	1974-75	$t+i$	1975-76	$t+i$	1976-77	$t+i$
Bishop's	-		9	4-5	3	5-6	-			
Concordia	5	3-4	9	4-5	124	5-6	160	6-7		
H.E.C.	-		1	4-5	22	5-6	91	6-7		
			36	5-6						
Laval	100	3-4	254	4-5	-		121	6-7		
			39	5-6						
Mc Gill	35	3-4	3	4-5	344	5-6	27	6-7		
			104	5-6						
Montréal	194	3-4	-		-		-			
Poly.	-		2	4-5	-		4	6-7		
			21	5-6						
Québec	79	3-4	105	4-5	414	5-6	1 043	6-7		
			239	5-6						
Sherbrooke	66	3-4	42	4-5	16	5-6	-			
	96	4-5								
Ensemble des Universités	479	3-4	425	4-5	923	5-6	1 446	6-7		
	96	4-5	439	5-6						

Tableau 2.4

Subventions de fonctionnement versées ou à verser en l'année $t+i$ et imputables à l'année t par université de 1972-73 à 1976-77

$'000

Universités \ t	1972-73	$t+i$	1973-74	$t+i$	1974-75	$t+i$	1975-76	$t+i$	1976-77	$t+i$
Bishop's	27	4-5	131	4-5	233	5-6	480	6-7	107	7-8
			26	5-6			134	7-8		
Concordia	627	3-4	2 582	4-5	2 829	5-6	5 699	6-7	1 943	7-8
	167	4-5	341	5-6			1 816	7-8		
H.E.C.	9	3-4	203	4-5	318	5-6	1 222	6-7	207	7-8
	59	4-5					159	7-8		
Laval	149	3-4	2 908	4-5	4 583	5-6	14 403,55	6-7	3 635	7-8
	598	4-5					1 960	7-8		
Mc Gill	94	3-4	3 260	4-5	4 526	5-6	8 135	6-7	2 386	7-8
	1 129	4-5					1 478	7-8		
Montréal	119	3-4	3 558	4-5	5 666	5-6	14 877,45	6-7	4 106	7-8
	991	4-5	895	5-6	5	6-7	4 121	7-8		
	559	5-6								
Poly.	174	3-4	487	4-5	773	5-6	2 418	6-7	462	7-8
	139	4-5					358	7-8		
Québec	244	3-4	2 739	4-5	4 906	5-6	22 614	6-7	3 682	7-8
	477	4-5	605	5-6			1 366	7-8		
Sherbrooke	3	3-4	1 343	4-5	2 967	5-6	4 538	6-7	2 282	7-8
	259	4-5	17	5-6			1 930	7-8		
Ensemble des Universités	1 419	3-4	17 211	4-5	26 801	5-6	74 387	6-7	18 810	7-8
	3 846	4-5	1 884	5-6	55	6-7	13 292	7-8		
	559	5-6								

Tableau 2.5

Subventions de fonctionnement versées en l'année $t-i$ et imputables à l'année t par université de 1972-73 à 1976-77

$'000

Universités \ t	1972-73	$t-i$	1973-74	$t-i$	1974-75	$t-i$	1975-76	$t-i$	1976-77	$t-i$
Bishop's	-		3	2-3	9	3-4	3	4-5	-	
Concordia	134	0-1	5	2-3	9	3-4	124	4-5	160	5-6
H.E.C.	-		22	1-2	1	3-4	36 22	3-4 4-5	91	5-6
Laval	2 366	0-1	100	2-3	254	3-4	39	3-4	121	5-6
Mc Gill	-		35	2-3	3	3-4	104 344	3-4 4-5	27	5-6
Montréal	1 986 190	0-1 1-2	194	2-3	-		-		45	5-6
Poly.	33	1-2	45	1-2	2	3-4	21	3-4	4	5-6
Québec	1 179 705	0-1 1-2	872 79	1-2 2-3	105	3-4	239 414	3-4 4-5	1 043	5-6
Sherbrooke	1 500 175	0-1 1-2	192 66	1-2 2-3	138	3-4	16	4-5	-	
Ensemble des Universités	7 165 1 103	0-1 1-2	1 131 482	1-2 2-3	521	3-4	439 923	3-4 4-5	1 491	5-6

Tableau 2.6

Subventions de fonctionnement réelles par université de 1972-73 à 1976-77 en milliers de dollars constants

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Bishop's	1 610	1 686	1 845	2 204	2 416
Concordia	18 989	21 409	23 134	27 725	27 895
H.E.C.	2 743	2 986	3 391	4 245	5 290
Laval	40 199	42 216	46 682	54 454	59 914
Mc Gill	36 525	38 769	41 433	47 090	49 577
Montréal	44 474	47 269	51 250	58 456	63 026
Polytechnique	6 373	6 611	7 231	8 534	9 842
Québec	42 434	45 052	49 596	61 583	67 671
Sherbrooke	16 320	17 407	19 228	21 726	25 188
Ensemble des Universités	209 667	223 405	243 790	286 017	310 821

Source: $\frac{\text{Tableaux 2.1 - 2.2 - 2.3}}{P_t} + \frac{2.4}{P_{t+i}} + \frac{2.5}{P_{t-i}}$

Tableau 2.7

Subventions réelles versées à chaque université en dollars constants par e.e.t.c. de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Bishop's	2 340	2 014	2 082	2 256	2 341
Concordia	1 110	1 334	1 545	1 845	1 949
H.E.C.	1 423	1 389	1 525	1 723	1 059
Laval	3 192	2 867	2 915	3 087	3 140
Mc Gill	2 290	2 270	2 465	2 627	2 727
Montréal	3 002	2 921	2 932	3 037	3 118
Poly.	3 669	3 663	3 665	3 575	3 720
Québec	2 846	2 987	2 999	3 330	3 195
Sherbrooke	3 052	3 103	3 317	3 398	3 350
Ensemble des Universités	2 465	2 496	2 630	2 844	2 847

Source: Calculées à partir des tableaux 2.6 et 1.1

A partir de ce tableau, on a construit le graphique # 1 afin de mieux percevoir visuellement l'évolution, par université, de cet indicateur dans le temps.

De façon générale, on observe que les universités qui retirent le plus de subventions per capita sont dans l'ordre: Polytechnique, Sherbrooke et l'Université du Québec. En 1976-77, elles ont respectivement reçu, en dollars courants, environ $5 500, $5 000 et $4 800. L'Ecole des Hautes Etudes Commerciales est celle qui reçoit le moins soit en 1976-77, environ $2 800[1] par e.e.t.c.

Les universités francophones, à l'exception de H.E.C., ont reçu une subvention réelle per capita au-dessus de celle accordée aux établissements anglophones.

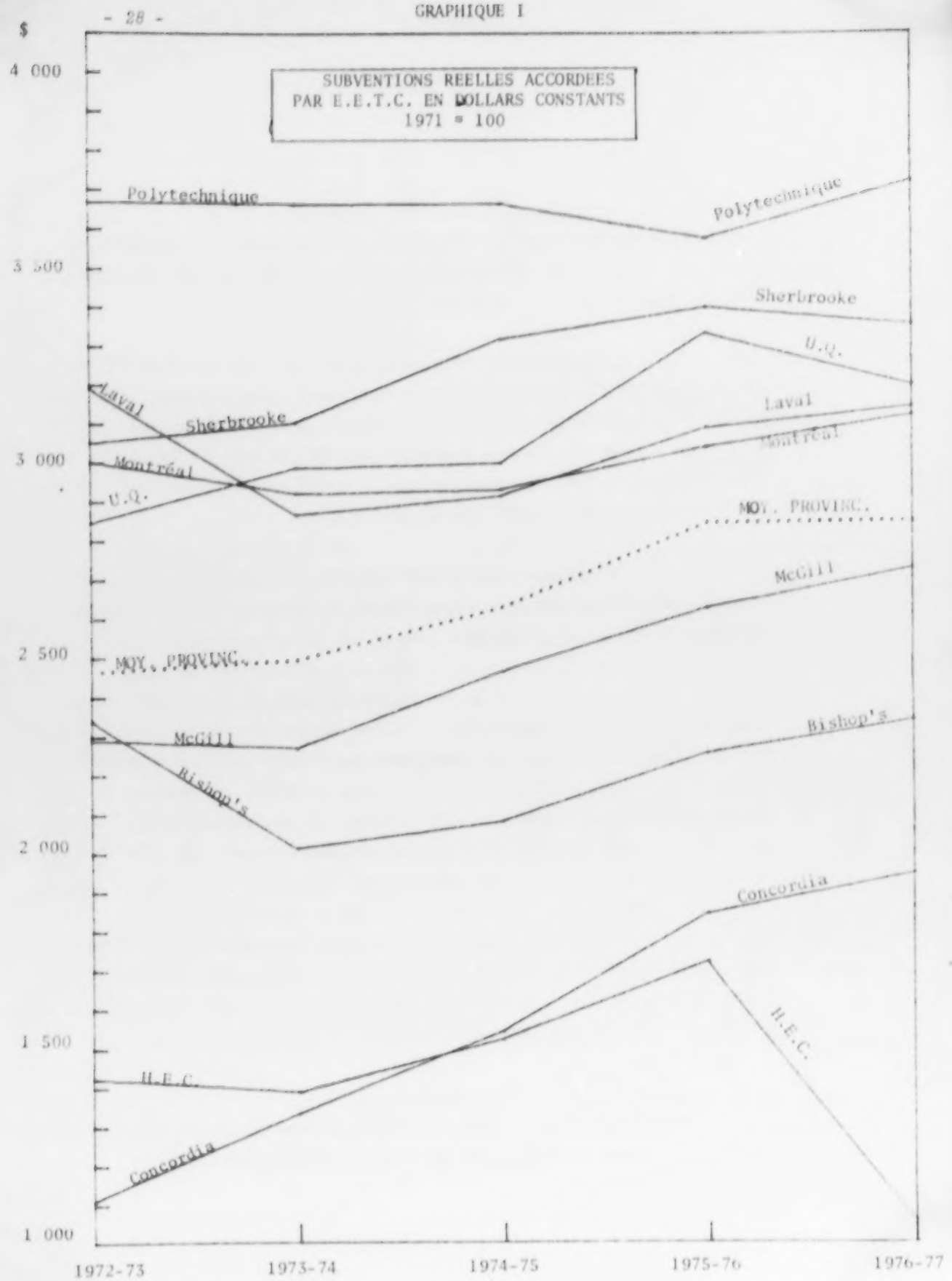
On remarque aussi que les ressources financières mises à la disposition des universités, via les subventions de fonctionnement, ont connu en termes réels une augmentation de leur croissance entre 1972-73 et 1975-76 pour ensuite se stabiliser en 1976-77. La moyenne provinciale est passée de $2 465 en 1972-73 à $2 844 en 1975-76 et à $2 847 en 1976-77. L'accroissement de la subvention par e.e.t.c. est donc de 1,26%; 5,37%; 8,14% et 0,11%.

Cet accroissement est surtout imputable aux universités anglophones qui ont enregistré durant cette période, une hausse réelle per capita de 36% ($1 664 à $2 270) comparativement à une augmentation de 5% du côté francophone ($2 989 à $3 146).

---

(1) Ce montant ne comprend pas les sommes versées ni les étudiants inscrits au programme de certificat en sciences administratives.

GRAPHIQUE I


$
4 000
3 500
3 000
2 500
2 000
1 500
1 000
SUBVENTIONS REELLES ACCORDEES
PAR E.E.T.C. EN DOLLARS CONSTANTS
1971 = 100
Polytechnique
Polytechnique
Sherbrooke
U.Q.
Laval
Sherbrooke
Laval
Montréal
Montréal
U.Q.
MOY. PROVINC.
McGill
MOY. PROVINC.
McGill
Bishop's
Bishop's
Concordia
H.E.C.
H.E.C.
Concordia
1972-73
1973-74
1974-75
1975-76
1976-77

La hausse est davantage marquée à l'université Concordia qui a vu, entre 1972-73 et 1975-76, sa subvention par e.e.t.c. s'accroître de 66%. Une baisse des e.e.t.c. de 12% associée à une augmentation des subventions de l'ordre de 46% explique cette situation.

De façon plus détaillée, on pourra noter au niveau de quelques établissements l'existence de certaines situations particulières qui peuvent expliquer dans certains cas et aplanir dans d'autres la forme irrégulière de leur courbe.

Ainsi à l'école des Hautes études Commerciales, l'intégration, en 1976-77 des e.e.t.c. inscrits au certificat en sciences administratives provoque une décélération rapide de la subvention par e.e.t.c.. En l'année 1975-76, on a accordé $60 000; en 1976-77 $600 000 soit une subvention per capita de $165. La situation se rétablira au moment où ces étudiants seront financés au même titre que les autres c.-à-d. via les subventions générales.

La sous-évaluation des e.e.t.c. explique en partie le sommet de 1972-73 et par la même occasion atténue la chute des subventions réelles par e.e.t.c. observée à l'université Laval entre 1972-73 et 1973-74. En effet, l'Ecole des Beaux-Arts, l'Ecole Normale de Laval et l'Ecole Notre-Dame de Sainte-Foy ont reçu en 1972-73, via les subventions particulières, une somme d'environ $1 400 000, pendant que les étudiants de ces institutions n'apparaissent pas dans le calcul des e.e.t.c. Le financement de ces établissements, au même titre que les autres universités a débuté en 1973-74 ce qui a rendu nécessaire la comptabilisation des e.e.t.c. correspondants seulement à compter de cette année-là.

Quant à la chute observée à Bishop's, elle peut en grande partie s'expliquer par le fait qu'en 1972-73, il n'y a eu de correction technique négative pour le recomptage des étudiants de 1971-72, puisqu'on

n'avait pas accordé de subventions à cette université en fonction de la variation de la clientèle e.e.t.c. On a donc par cette procédure surévalué la dépense de base et par le fait même la subvention de 1972-73.

L'augmentation rapide, entre 1974-75 et 1975-76, des subventions particulières de l'ordre de 140% suivie d'une baisse de 41%, a eu comme impact de placer, en 1975-76, la subvention per capita de l'Université du Québec à un niveau très élevé pour la rabaisser en 1976-77 à un point nettement inférieur. L'augmentation des loyers, la croissance de la dépense de base de l'E.N.A.P., la grève à l'U.Q.A.M., le financement de nouveaux programmes ont occasionné cette hausse importante des subventions particulières.

La légère chute enregistrée à l'Ecole Polytechnique en 1975-76 est imputable à l'intégration du secteur péri-universitaire, ce qui a occasionné un surplus d'étudiant d'environ 10% sans pour autant être suivi d'une hausse proportionnelle de la subvention de fonctionnement.

2.3 Remarques générales

De cette analyse, on peut retenir les quelques observations suivantes:

- L'aide gouvernementale accordée aux universités par le biais des subventions de fonctionnement est en 1976-77 d'environ $4 300 par e.e.t.c.
- Les subventions de fonctionnement par e.e.t.c. ont de 1972-73 à 1976-77, connu en termes réels une hausse de 15,5%.

. Cet accroissement est davantage marqué au niveau des universités anglophones qui ont enregistré une augmentation de 36%, comparée à 5% du côté francophone.

. Les universités francophones, à l'exception de H.E.C., ont reçu une subvention per capita supérieure à celle accordée aux universités anglophones.

3. Dépenses considérées des universités de 1972-73 à 1976-77

Nous ferons à l'intérieur de cette section une brève analyse de l'évolution des dépenses considérées des universités de 1972-73 à 1976-77. Il aurait été intéressant de pouvoir comparer les dépenses avec les subventions, cependant, l'absence de règles strictes au niveau de l'inscription des dépenses à l'intérieur des formulaires financiers ne permet pas de supposer que les établissements universitaires ne comptabilisent toutes leurs dépenses de la même façon. Cette absence de règles communes explicites rend, à l'intérieur d'une même année, la comparaison des dépenses per capita entre universités plus délicate.

Nous pensons, qu'il est quand même extrêmement intéressant de faire cette analyse pour nous donner un portrait général de l'évolution des principales dépenses des établissements universitaires durant les cinq dernières années.

3.1 Données

3.1.1 Dépenses considérées

Les dépenses considérées représentent celles pour lesquelles le gouvernement verse les subventions de fonctionnement. Elles

sont composées des dépenses totales auxquelles on soustrait les services publics, la recherche, les services auxiliaires et les services aux étudiants. La partie subventionnée à l'intérieur des services aux étudiants est additionnée aux dépenses totales. Au moment où nous avons réalisé cette étude, nous ne possédions que les données revisées de 1976-77.

3.1.2 Indice des prix

L'indice de prix qui a servi à dégonfler les dépenses est le même que celui utilisé lors du calcul des subventions réelles (voir section 2.1, page 19)

3.2 La part des dépenses considérées de chaque université

Il n'apparaît pas de modifications importantes dans la part occupée par chaque université sur l'ensemble des dépenses considérée. On rencontre seulement une université dont la part diminue d'année en année, c'est l'université Mc Gill. Elle occupe 19,67% en 1972-73 des dépenses considérées au Québec, alors qu'en 1976-77, ce pourcentage n'est que de 16,55%. L'université du Québec est celle dont la part augmente le plus en cinq ans. Cette hausse est sensible puisqu'en 1972-73 sa part des dépenses considérées est de 17,50%, alors qu'elle atteint 20,13% en 1976-77. (Tableau 3.2)

3.3 Dépenses considérées par e.e.t.c.

Au Québec en 1976-77, la dépense considérée par e.e.t.c. est de $4 515. Cela représente pour la période étudiée une moyenne annuelle de $3 831. Cinq universités sont au-dessus de cette moyenne. Il s'agit de Laval avec $4 385, Montréal avec $4 114, Polytechnique avec $4 812 et l'université du Québec avec $4 136. Dans le cas de l'Univer-

Tableau 3.1

Dépenses considérées en milliers de dollars courants de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Bishop's	2 521	2 682	3 103	4 111	4 434
Concordia	27 986	31 567	35 768	48 390	52 081
H.E.C.	3 556	4 164	4 614	5 879	8 856
Laval	46 825	53 598	66 568	86 612	97 391
Mc Gill	49 316	55 095	62 338	78 427	81 590
Montréal	49 179	56 965	73 663	84 119	97 829
Polytechnique	7 407	8 335	9 645	11 812	13 554
Sherbrooke	19 991	22 287	26 614	34 153	37 963
U.Q.A.M.	19 602	21 194	26 093	33 783	37 014
U.Q.A.C.	5 818	6 491	7 304	9 793	10 099
U.Q.A.R.	3 349	4 190	5 089	6 097	6 797
U.Q.T.R.	9 681	10 777	13 122	16 471	17 667
C.E.U.O.Q.	1 491	2 120	3 084	5 940	6 985
Sous-total	39 941	44 772	54 692	72 084	78 562
E.N.A.P.	572	711	1 248	1 980	2 558
I.N.R.S.	1 238	1 783	2 096	2 495	2 466
E.T.S.	-	-	679	1 275	1 802
Sous-total	1 810	2 494	4 023	5 750	6 826
I.A.F.	1 369	1 706	2 113	2 585	2 577
T.E.L.U.Q.	758	536	1 213	4 367	3 812
S.S.	-	4 768	5 124	7 281	7 433
UQ - IAF, Tel,SS	41 751	47 266	58 715	77 834	85 388
U.Q. Ensemble	43 878	54 276	67 165	92 067	99 210
Québec	250 659	288 969	349 478	445 570	492 908

Source: Formulaires financiers 1974-75, 1975-76, 1976-77, 1977-78, P 1.5

Tableau 3.2

La part des dépenses considérées occupée par chaque université de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Bishop's	1,01	0,93	0,89	0,92	0,90
Concordia	11,16	10,92	10,23	10,86	10,57
H.E.C.	1,42	1,44	1,32	1,32	1,80
Laval	18,68	18,55	19,05	19,14	19,76
Mc Gill	19,67	19,07	17,84	17,60	16,55
Montréal	19,62	19,71	21,08	18,88	19,85
Polytechnique	2,96	2,89	2,75	2,66	2,74
Sherbrooke	7,98	7,71	7,62	7,66	7,70
U.Q.A.M.	7,82	7,33	7,47	7,58	7,51
U.Q.A.C.	2,32	2,25	2,09	2,20	2,05
U.Q.A.R.	1,34	1,45	1,46	1,37	1,38
U.Q.T.R.	3,86	3,73	3,75	3,70	3,58
C.E.U.O.Q.	0,59	0,73	0,88	1,33	1,42
Sous-total	15,93	15,49	15,65	16,18	15,94
E.N.A.P.	0,23	0,25	0,36	0,44	0,52
I.N.R.S.	0,49	0,62	0,60	0,56	0,50
E.T.S.	-	-	0,19	0,29	0,37
Sous-total	0,72	0,86	1,15	1,29	1,39
I.A.F.	0,55	0,59	0,60	0,58	0,52
T.E.L.U.Q.	0,30	0,19	0,35	0,98	0,77
S.S.	-	1,65	1,47	1,63	1,51
U.Q. Ensemble	17,50	18,78	19,22	20,66	20,13
Québec	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source: Construit à partir du tableau 3.1

sité du Québec, certaines constituantes ont une dépense considérée par e.e.t.c. inférieur à la moyenne québécoise, notamment l'U.Q.A.M. avec $3 190. Il faut aussi mentionner qu'à l'Université du Québec, l'Institut Armand Frappier, la Tele-Université et le Siège Social n'ont pas d'e.e.t.c. à proprement parler, ce qui affecte nécessairement la dépense considérée totale par e.e.t.c. de l'Université du Québec. Sans ces trois constituantes, la dépense considérée par e.e.t.c. de l'U.Q. est inférieure à celle de l'ensemble des universités au Québec. (Tableau 3.3)

D'après le tableau 3.5, la dépense considérée moyenne par e.e.t.c. croît en dollars constants de 1972-73 à 1975-76. Elle passe de 0,47% en 1973-74 à 4,94% en 1974-75 pour atteindre un sommet en 1975-76 de 7,12%. Cette croissance s'arrête en 1976-77, puisqu'elle connaît une baisse réelle de 4,30%.

On peut noter une croissance particulièrement forte au niveau de l'Université du Québec de 1972-73 à 1975-76. Ce sont des augmentations réelles de 12,16%, 1,38%, 11,74%. On remarque cependant que ces variations sont attribuables aux dépenses considérées des trois constituantes qui n'ont pas d'e.e.t.c. à proprement parler. La chute de 11,61 observée en 1976-77 s'explique par la très forte augmentation des étudiants inscrits dans les programmes spéciaux, près de 1 735 en 1976-77 selon une première estimation comparativement à 594 en 1975-76.

L'Université Concordia connaît elle aussi une croissance soutenue de ses dépenses considérées par e.e.t.c. en dollars constants depuis les cinq dernières années. Elles croissent de 10,28%; 9,04%; 22,98%; 6,13%. Cette université subit depuis 1972-73 une baisse continue de ses étudiants pendant qu'au même moment ses dépenses augmentent.

Tableau 3.3

Moyenne des dépenses considérées en dollars courants par e.e.t.c.[1] de 1972-73 à 1976-77

Bishop's	3 812
Concordia	2 528
H.E.C.	1 967
Laval	4 385
Mc Gill	3 802
Montréal	4 114
Polytechnique	4 812
Sherbrooke	4 598
U.Q.A.M.	3 190
U.Q.A.C.	3 872
U.Q.A.R.	3 552
U.Q.T.R.	3 590
C.E.U.O.Q.	3 319
Sous-total	3 399
E.N.A.P.	14 605
I.N.R.S.	75 209
E.T.S.	14 964
Sous-total	24 054
I.A.F.	-
T.E.L.U.Q.	-
S.S.	-
UQ - IAF, Tel,SS	3 607
U.Q.	4 136
Ensemble	3 831

(1) Construit à partir des tableaux 1.1 et 3.1

Tableau 3.4

Dépenses considérées en dollars constants par e.e.t.c. de 1972-73 à 1976-77

	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
Bishop's	3 461	2 775	2 725	2 985	2 863
Concordia	1 546	1 704	1 858	2 285	2 425
H.E.C.	1 742	1 678	1 614	1 693	1 181
Laval	3 512	3 154	3 234	3 483	3 401
Mc Gill	2 920	2 795	2 885	3 104	2 990
Montréal	3 135	3 049	3 279	3 100	3 224
Polytechnique	4 028	4 000	3 804	3 510	3 413
Sherbrooke	3 531	3 442	3 573	3 789	3 364
U.Q.A.M.	2 303	2 411	2 457	2 680	2 395
U.Q.A.C.	3 057	3 182	2 907	3 338	2 587
U.Q.A.R.	2 528	2 894	2 744	2 918	2 580
U.Q.T.R.	2 864	2 671	2 746	2 853	2 660
C.E.U.O.Q.	2 488	2 200	2 277	2 563	2 567
Sous-total	2 540	2 591	2 600	2 803	2 503
E.N.A.P.	12 864	7 797	7 646	12 429	13 855
I.N.R.S.	58 467	41 747	65 235	70 795	60 852
E.T.S.	-	-	27 806	8 148	9 926
Sous-total	27 565	18 629	18 304	16 374	16 782
I.A.F.	-	-	-	-	-
T.E.L.U.Q.	-	-	-	-	-
S.S.	-	-	-	-	-
UQ - IAF, Tel, SS	2 645	2 715	2 763	2 985	2 686
U.Q. Ensemble	2 779	3 117	3 160	3 531	3 121
Québec	2 783	2 796	2 934	3 143	3 008

Source: Construit à partir des tableaux 3.1 et 1.1
Indice des prix à la consommation de la région de Montréal 1971=100

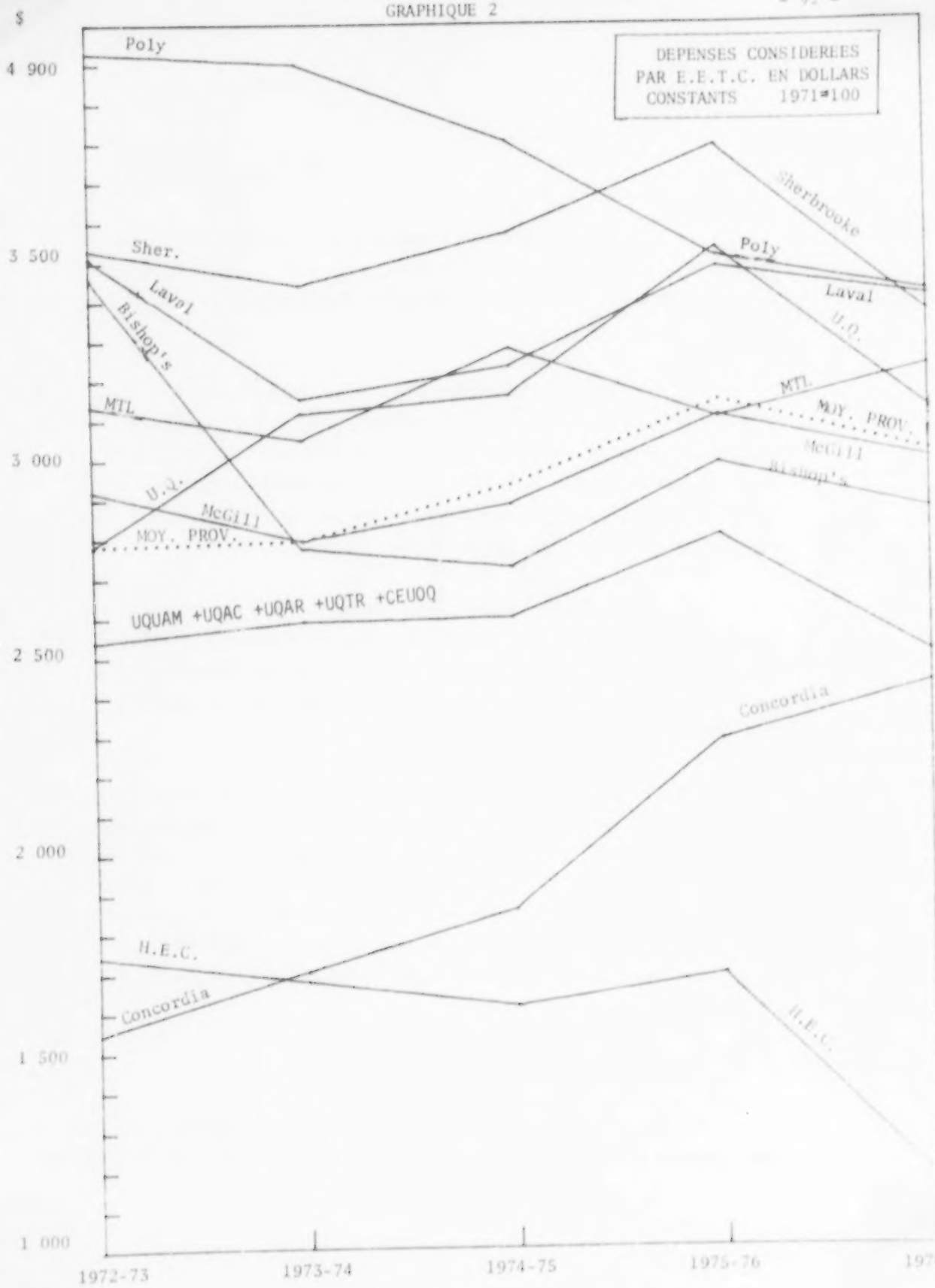
Tableau 3.5

Variation en pourcentage des dépenses considérées par e.e.t.c. en dollars constants de 1972-73 à 1976-77

	1973-74/ 1972-73	1974-75/ 1973-74	1975-76/ 1974-75	1976-77/ 1975-76
Bishop's	-19,82	-1,80	9,54	-4,09
Concordia	10,28	9,04	22,98	6,13
H.E.C.	-3,67	-3,81	4,89	-30,24
Laval	-10,19	2,54	7,70	-2,35
Mc Gill	-4,28	3,22	7,59	-3,67
Montréal	-2,74	7,54	-5,46	4,00
Polytechnique	-0,70	-4,90	-7,73	-2,76
Sherbrooke	-2,52	3,81	6,05	-11,22
U.Q.A.M.	4,69	1,91	9,08	-10,63
U.Q.A.C.	4,09	-8,64	14,83	-22,50
U.Q.A.R.	14,48	-5,18	6,34	-11,58
U.Q.T.R.	-6,74	2,81	3,90	-6,76
C.E.U.O.Q.	-11,58	3,50	12,56	0,16
Sous-total	2,01	0,35	7,81	-10,70
E.N.A.P.	-39,39	-1,94	62,56	11,47
I.N.R.S.	-28,60	56,26	8,52	-14,04
E.T.S.	-	-	-70,70	21,82
Sous-total	-32,42	-1,74	-10,54	2,49
I.A.F	-	-	-	-
T.E.L.U.Q.	-	-	-	-
S.S.	-	-	-	-
UQ - IAF, Tel., SS	2,65	1,77	8,03	-10,02
U.Q. Ensemble	12,16	1,38	11,74	-11,61
Québec	0,47	4,94	7,12	-4,30

Source: Construit à partir du tableau 3.4

GRAPHIQUE 2


$
4 900
3 500
3 000
2 500
2 000
1 500
1 000
DEPENSES CONSIDEREES
PAR E.E.T.C. EN DOLLARS
CONSTANTS 1971=100
Poly
Sher.
Laval
Bishop's
MTL
U.Q.
McGill
MOY. PROV.
UQUAM +UQAC +UQAR +UQTR +CEUOQ
Concordia
H.E.C.
Sherbrooke
Poly
Laval
U.Q.
MTL
MOY. PROV.
McGill
Bishop's
1972-73
1973-74
1974-75
1975-76
1976-77

L'intégration à l'enseignement régulier des étudiants au certificat en sciences administratives de H.E.C. provoque une baisse en termes réels de 30,24 des dépenses considérées par e.e.t.c. en 1976-77.

L'Ecole Polytechnique a aussi intégré en 1975-76 son secteur péri-universitaire à l'enseignement régulier. La dépense considérée par e.e.t.c. passe de $3 804 en 1974-75 à $3 510 en 1975-76, soit une baisse réelle de 7,73%. Elle est la seule institution qui connaît au cours des cinq dernières années une baisse continue de ses dépenses considérées avec 0,70%; 4,90%; 7,73% et 2,76%.

L'enregistrement d'un nombre élevé d'inscriptions au niveau du temps partiel en 1973-74 explique la croissance élevée de la clientèle étudiante de l'Université Bishop's, ce qui entraîne une diminution importante des dépenses considérées par e.e.t.c. en 1973-74, soit 19,82%.

En 1973-74, la dépense considérée par e.e.t.c. de l'Université Laval a, en termes réels, diminué de 10,19%. La croissance de 16,9% enregistrée cette année-là au niveau des e.e.t.c. explique en partie cette baisse. La hausse de la clientèle étudiante est occasionnée principalement par le début de la comptabilisation des e.e.t.c. inscrits aux écoles des Beaux-Arts, Normale de Laval et Notre-Dame de Sainte-Foy, qui à partir de 1973-74 ont été financés au même titre que des établissements universitaires.

3.4 Remarques générales

L'Université Mc Gill voit sa part des dépenses considérées diminuer d'année en année. Elle passe de 19,67% en 1972-73 à 16,55%

en 1976-77. La part de l'Université du Québec augmente de 17,50% en 1972-73 et atteint 20,13% en 1976-77.

La moyenne québécoise des dépenses considérées par e.e.t.c. a été de $3 831 au cours des cinq dernières années. En dollars constants, elles ont enregistré une accélération de leur croissance de 1972-73 à 1975-76, soit 0,47%; 4,94% et 7,12% pour ensuite baisser à 4,30% en 1976-77. L'Ecole Polytechnique est la seule institution qui connaît une baisse continue de ses dépenses considérées par e.e.t.c. en termes réels, tandis que Concordia est la seule université qui a une croissance soutenue de ses dépenses considérées par e.e.t.c..

4. Conclusion

En guise de conclusion, nous allons simplement présenter les grandes lignes qui se dégagent de cette étude chronologique.

L'analyse des crédits budgétaires nous apprend que le gouvernement a maintenu, au cours de la période étudiée soit celle qui s'étend de 1972 à 1976-77, la part occupée par l'enseignement supérieur à l'intérieur du budget total du Québec à 5%. Cette première partie nous dit aussi que le budget de l'enseignement supérieur a connu un taux d'accroissement légèrement supérieur à celui de la moyenne des douze autres secteurs choisis soit 57% en regard de 53%.

Par la suite, on pourra noter que l'analyse des subventions de fonctionnement, présentée à la deuxième section, montre que les subventions accordées aux universités québécoises ont connu, de 1972-73 à 1976-77, une hausse, en termes réels, de 15,5%.

A la troisième partie, on remarque que les dépenses considérées des universités ont, au cours de la même période, augmenté de 8,08% en termes réels. Enfin, il est intéressant de voir que les fluctuations enregistrées au niveau des dépenses et des subventions par e.e.t.c. suivent la même direction, sauf que le mouvement des subventions est plus accentué, lorsqu'il est la hausse, et plus faible au niveau de la baisse. Ainsi, pendant que les subventions per capita en dollars constants vont de 1,26% à 5,37%; à 8,14% et à 0,11%, les dépenses passent par 0,47%; 4,94%; 7,12 et -4,30%.

Annexe A

a) Programme Enseignement supérieur 1976-77 et 1977-78

Eléments du programme en 1976-77	Eléments du programme en 1977-78
1- Services d'enseignement et de recherche Prog.11 616.1	1- Enseignement et recherche Prog.6 616.1
2- Services aux étudiants Prog.11 616.2	2- Soutien à l'enseignement et à la recherche Prog.6 616.3
3- Aide financière aux étudiants Prog.11 616.3	3- Aide financière aux étudiants Prog.3 616.3,4
4- Services généraux Prog.11 616.4	4- Soutien à l'enseignement et à la recherche Prog.6 616.3
5- Développement de l'enseignement des langues Prog.11 616.5	5- Programmes particuliers d'enseignement et de recherche Prog.6 616.2
6- Investissement Prog.11 616.6	6- Investissement Prog.6 616.4
7- Service de la dette Prog.11 616.7	7- Service de la dette Prog.6 616.5

(suite)

Eléments du programme en 1976-77	Eléments du programme en 1977-78
8- Administration Prog.11 616.8	8- Administration de l'enseignement post-secondaire Prog.2 616.2
9- Conseil des Universités Prog.12	9- Consultation Prog.1 616.3

b) Programme Enseignement collégial 1976-77 et 1977-78

Eléments du programme en 1976-77	Eléments du programme en 1977-78
1- Enseignement collégial public Prog.9	1- Enseignement collégial public Prog.5 Aide financière aux étudiants Prog.3 élé.2,5 Administration du programme Prog.2 élé.2
2- Enseignement collégial privé Prog.10	2- Enseignement collégial privé Prog.8 élé.2

c) Programme Enseignement Elémentaire et Secondaire

1- Enseignement élémentaire public Prog.5 Enseignement secondaire public Prog.6	1- Enseignement élémentaire et secondaire public Prog.4
2- Gestion interne et soutien du secteur élémentaire et secondaire Prog.7	2- Administration des réseaux Prog.2 élé.1
3- Enseignement élémentaire et secondaire privé Prog.8	3- Enseignement privé Prog.8 élé.1 Aide financière aux étudiants Prog.3 élé.1

Source: Livres de crédits budgétaires de 1973-74 à 1977-78.

Annexe B

Programmes particuliers d'enseignement et de recherche de 1973-74 à 1975-76

Calcul en $'000 des crédits votés selon l'exercice financier du gouvernement

	1973-74	1975-76	1975-76
PPMF	446	30	1 751
PPMEP	710	1 161	2 298
FCAC	5 346	6 106	8 202
Nouveaux programmes	749	898	697
S.S.U.Q.	2 118	2 960	4 218
I.N.R.S.	(7)	3 071	4 396
E.N.A.P.	538	633	1 468
I.A.F.	(11)	2 631	3 765
E.T.S.	-	571	979
Teluq (PERMAMA)	500	905	1 413
Thomas More Institute	-	-	55
TOTAL:	10 389	18 966	29 242
TOTAL X.75[1]	7 792	14 225	21 932
		2 597	4 742
		(10389X,25)	(18966X.25)
	7 792	16 822	26 674

Source: Cahiers des calculs de subventions de fonctionnement;cas particuliers.

(1) La méthode généralement admise de prendre 75% du montant de l'année budgétaire des universités, soit l'année t est d'ajouter à ce montant 25% de l'année budgétaire universitaire t-1.

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
SERVICE DE LA REPROGRAPHIE
Octobre 1977